

Corporations et syndicats ouvriers

empêche le secteur privé de trouver les fonds dont il a besoin. Le gouvernement fait main basse sur tous les capitaux disponibles au Canada. Le gouvernement devrait effectuer une analyse afin de déterminer la part par habitant du montant total de la dette fédérale, provinciale et municipale. Cela nous donnerait une idée des droits que conservent les particuliers.

Votre Honneur semble vouloir me signaler que je m'écarte du sujet, je reviens donc au bill S-10. Je m'imagine difficilement qu'une personne ou qu'un groupe de personnes puisse constituer au Canada une société ayant des avoirs de 5 millions de dollars ou un chiffre de ventes de 10 millions de dollars. Il y a bien d'autres endroits dans le monde où les libertés demeurent intactes, où l'entrepreneur peut jouir de meilleurs avantages sans avoir l'arrière-grand-père qui lui souffle dans le cou. Le bill à l'étude porte un coup mortel au secteur privé.

Nous avons bien souvent à la Chambre parlé des droits à la propriété. Ces droits ne s'arrêtent pas à la possession d'une maison mais englobent tous les biens que possède une personne. Cela va nous être retiré.

M. Collenette: Balivernes.

M. Fennell: Le député s'imagine peut-être que je divague, mais qu'il attende de voir le résultat final, il s'en rendra bien compte. Les députés d'en face ne cessent de dire que ce sont des balivernes, mais les faits sont là. Ils ne cessent de répéter qu'ils ont raison, mais les textes se suivent, gênés par la réglementation. Le Conseil économique, cet organisme du gouvernement du Canada, réclame à grands cris la réforme de la réglementation. Voilà ce que ces organismes devraient faire au lieu de changer les règlements et de paralyser le secteur privé.

● (1710)

A propos de droits de propriété et de personnes qui perdent leur entreprise, un grand nombre perdent leur maison. Le gouvernement jette les propriétaires à la rue avec les taux inflationnistes. Les maisons sont inabordables à des taux d'intérêt de 20 p. 100. C'est un autre cas de confiscation dont les Canadiens ne sont pas conscients. Le gouvernement met le nez dans nos livres et dans nos affaires. Le gouvernement dit que sa surveillance ne vise que certaines personnes, mais il ajoute ensuite que Statistique Canada peut transmettre des renseignements à d'autres branches du gouvernement. La confidentialité n'est pas assurée. Et la presse canadienne sera probablement tuyautée tout de suite après. Dès que vous enverrez votre rapport, la Presse canadienne y consacra un article. Rappelons-nous ce qui s'est passé au cours de la 30^e session: un reporter a passé un coup de fil et s'est procuré les déclarations de revenus de plusieurs membres de cette Chambre. Du secret et de la vie privée, il n'en est plus question. C'est l'érosion totale.

Le Programme énergétique national s'inscrit dans un tout que le gouvernement est en train d'arranger. C'est la nationalisation, comme l'annonce d'ailleurs la désignation «énergétique national». C'est la nationalisation. C'est du socialisme de la pire espèce, comme ce bill.

Le prochain bill qu'on présentera sournoisement à la Chambre, et cela me fera dresser les cheveux sur la tête, nous retirera le droit de vote. Le chef du NPD (M. Broadbent) sera probablement d'accord, étant donné les relations qu'il a dans le Sud. Le gouvernement a presque supprimé nos droits de députés. Le prochain pas, c'est de retirer au citoyen le droit de

vote. Voilà ce que je redoute. Le gouvernement enlève aux gens le goût d'agir, il prive les Canadiens de leurs droits.

Pourquoi s'occuper de stratégie industrielle? Plus la peine avec ce bill. Il donne au gouvernement le droit d'aller mettre le nez dans les livres de n'importe quelle entreprise, de voir d'où vient l'argent, de voir comment s'en procurer et où aller le chercher. Le gouvernement nationalise l'industrie pétrolière, et tout ce qu'il lui restera à faire c'est de nationaliser les entreprises vraiment rentables. Comme je l'ai déjà dit ici, le gouvernement va nationaliser les entreprises et créer des organismes sans but lucratif. Voilà ce que fait le gouvernement. Il achète des entreprises—la dernière était Petrofina—et d'un coup de baguette magique il les transforme en organismes sans but lucratif.

Une voix: Pop Shoppes.

M. Fennell: Pop Shoppes. Arrêtons cela: il faut nous battre pour les laisser dans le secteur privé. Le gouvernement s'efforce de mettre la main dessus, mais je voudrais les laisser dans le secteur privé. Encore un exemple de ce que le gouvernement a fait par l'intermédiaire de la Corporation de développement du Canada. Le gouvernement, voyant ce qu'elles faisaient, voyant leurs bénéfices, s'est dit qu'il y avait des tas d'argent à réaliser. Mais dès qu'il y met la main, adieu rentabilité.

L'une des raisons d'être du bill et le pourquoi de sa modification, c'est parce que notre pays ne dispose pas d'une industrie à la mesure de ses dimensions. Après avoir examiné les déclarations, le gouvernement cherche comment il pourrait mettre le grappin sur davantage d'argent. Après s'être attaqué au secteur des ressources naturelles, c'est au secteur agricole qu'il va s'en prendre. C'est au secteur agricole, le fondement de notre économie, que le gouvernement va s'attaquer, et ce, dans un avenir relativement proche. Comme je l'ai dit auparavant, le gouvernement va se retrouver avec un tas de foyers désertés, faute de faire quelque chose pour remédier à la situation.

Le bill S-10 constitue une attaque directe contre le secteur privé. Elle est même si virulante qu'elle va supprimer de la carte jusqu'aux derniers vestiges de l'entreprise privée. Cela m'attriste d'autant plus que ce système fonctionnait bien. Notre pays était libre; nous avions des droits; nous étions libres de nous déplacer, libres d'accueillir des immigrants et de profiter de ce qu'ils avaient à nous apporter; libres aussi de travailler comme bon nous semblait. Il est triste de penser que tout cela va nous être ôté.

J'ai déjà dit que le bill donnait au gouvernement la possibilité d'opérer des confiscations, en particulier s'il invoque conjointement le bill C-48 et profite du fait que ce dernier prévoit la confiscation de 25 p. 100 des droits des compagnies pétrolières. J'en ai froid dans le dos. Je vous demande comment nous avons pu en arriver là. J'aimerais savoir pour quelles raisons le gouvernement essaie de nous faire avaler cette pilule. Le gouvernement nous présente ces mesures dans différents projets de loi d'une façon attristante: un petit peu par-ci, un petit peu par-là, un petit peu dans le projet constitutionnel, un petit peu dans le bill C-48 et un petit peu dans le bill C-57.

Avec le bill C-57, le gouvernement ôte un certain nombre de droits aux provinces. Les provinces pouvaient auparavant toucher des dividendes sur les ressources naturelles. Le gouvernement était très clair sur ce point. Dans le cas qui nous